

«Qu'est-ce que l'économie politique¹ ?

Si l'économie politique a pour tâche et pour objet d'expliquer les lois de la formation, du développement et de l'expansion du mode de production capitaliste, elle doit, par une conséquence inéluctable, dévoiler les lois du déclin du capitalisme, car tout comme les formes économiques antérieures, elle n'est pas éternelle, mais représente seulement une phase historique passagère, un degré dans l'échelle infinie de l'évolution sociale. La théorie de la montée du capitalisme se transforme logiquement en théorie de la décadence du capitalisme, la science du mode de production du capital en fondement scientifique du socialisme, le moyen théorique de domination de la bourgeoisie en arme de la lutte de classe révolutionnaire pour l'émancipation du prolétariat.

*Évidemment, ni les savants français ni les savants anglais, et encore moins les savants allemands des classes bourgeoises n'ont résolu cette seconde partie du problème général de l'économie politique. Un homme a tiré les dernières conséquences de la théorie du mode de production capitaliste, en se situant dès l'abord du point de vue du prolétariat révolutionnaire : **Karl Marx**. Pour la première fois, le socialisme et le mouvement ouvrier moderne se placèrent sur le terrain inébranlable de la connaissance scientifique.*

En tant qu'idéal d'un ordre social reposant sur l'égalité et la fraternité entre les hommes, en tant qu'idéal d'une société communiste, le socialisme datait de milliers d'années. Chez les premiers apôtres du christianisme, chez diverses sectes religieuses du Moyen Âge, lors de la guerre des paysans, l'idée socialiste n'a cessé de jaillir comme expression la plus radicale de la révolte contre l'ordre existant. Mais justement comme idéal recommandable en tout temps et en tout lieu historique, le socialisme n'était que le beau rêve de quelques exaltés, un songe doré et hors d'atteinte, comme l'arc-en-ciel dans les nuages.

A la fin du xviii^e siècle et au début du XIX^e, l'idée socialiste apparaît d'abord avec force et insistance, débarrassée des rêveries des sectes religieuses, comme le reflet des horreurs et des ravages provoqués dans la société par le capitalisme naissant. Même à ce moment, le socialisme n'est au fond qu'un rêve, l'invention de quelques têtes audacieuses. Si nous écoutons le premier précurseur des soulèvements révolutionnaires du prolétariat, Gracchus Babeuf, qui tenta, pendant la Grande Révolution Française, un coup de main pour l'introduction violente de l'égalité sociale, le seul fait sur lequel il fonde ses aspirations communistes, c'est l'injustice criante de l'ordre social existant. Il ne se lasse pas de la peindre sous les couleurs les plus sombres, dans ses articles et des pamphlets passionnés et dans sa plaidoirie devant le tribunal qui l'a condamné à mort. Son évangile du socialisme est une répétition monotone d'accusations contre l'injustice régnante, contre les souffrances et les tourments, la misère et l'abaissement des travailleurs aux dépens desquels une poignée d'oisifs s'enrichit et règne. Il suffisait, selon Babeuf, que l'ordre social existant méritât sa perte pour qu'il pût être réellement renversé il y a cent ans, pourvu qu'il se trouvât un groupe d'hommes résolus qui s'emparât du pouvoir et instaurât le régime de l'égalité, comme les Jacobins avaient, en 1793, pris le pouvoir politique et instauré la république.

Certes, aucun des trois n'envisageait plus la prise du pouvoir révolutionnaire pour réaliser le socialisme ; au contraire, comme toute la génération qui a suivi la Grande Révolution, ils étaient détournés de tout bouleversement social et de toute politique, et partisans résolus de la propagande purement pacifique. Cependant, chez tous, la base de l'idée socialiste était la même : simple projet, invention d'une tête géniale qui en recommandait la réalisation à l'humanité tourmentée pour la sauver de l'enfer de l'ordre social bourgeois.

Deuxième Internationale socialiste : congrès d'Amsterdam (1904)

Au congrès d'Amsterdam, en 1904, la II^e Internationale socialiste prend position contre le nationalisme belliciste et le colonialisme. Y participent notamment Rosa Luxemburg (au centre), Victor Adler et Karl Kautsky (au fond, à la gauche de Rosa Luxemburg), Édouard Vaillant (à demi-masqué, au fond, troisième à partir de la gauche), Gueorgui Plekhanov (milieu du premier rang) et Katayama Sen (à sa droite).



Besançon le 08/02/2011.

Et si nous faisons un peu de politique ? La vraie, celle-là ! Ceci dit sans jouer sur les mots. Celle qui révèle les rapports de forces réels entre prolétariat et bourgeoisie, ainsi que les causes et les solutions. Autant dire : celle qui échappe aux petits-bourgeois, qui écrivent dans le Courrier International.

Appelons immédiatement les choses par leur nom, à savoir : la social-démocratie² (sous-entendu la gauche, aujourd'hui), héritière de la 1^{ère} internationale défunte peu après la défaite des Communards, s'était reconstituée³ avant la fin du 19^{ème} siècle.

Tandis que la Première Internationale s'était épuisée à contrer l'influence des courants anarchistes (frère jumeaux du réformisme) au sein de la classe ouvrière. La Seconde fut dominée par la lutte des révolutionnaires contre le réformisme de Bernstein ou l'opportunisme de Kautsky, c'est égal. Sans plus de succès pour l'une que pour l'autre.

Commençons par la France⁴ où tout avait commencé avec Millerand qui fut le premier socialiste à accepter de participer à un ministère bourgeois. Celui formé par Waldeck-Rousseau (1899-1901), dans lequel le susnommé fut ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail. Condamné par la 2^{ème} Internationale, dénoncé par l'ensemble du mouvement ouvrier français pour sa politique d'intégration des organisations syndicales, Millerand rompt finalement avec le parti socialiste qu'il avait rejoint peu avant.

Les choses, en revanche, furent plus théoriques en Allemagne où Bernstein, le premier, fournira à tous les courants de la droite socialiste la justification intellectuel qui leur manquait. Dès lors, les dirigeants des syndicats et des coopératives trouvèrent, chez Bernstein, l'écho de leurs propres préoccupations. Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et enfin Klara Zetkin lui furent violemment hostiles. En revanche, le centre orthodoxe (August Bebel et Karl Kautsky principal adversaire de Bernstein sur le plan théorique) eut une attitude ambiguë, reflet de sa position opportuniste. Et nous nous arrêterons là pour cet aspect des choses.

Cependant révolutionnaires et réformistes coexistaient, plutôt mal que bien, dans la même organisation, jusqu'au jour où les réformistes français et allemands votèrent les crédits de guerre, au sein de leur propre parlement bourgeois en 1914. Cette dernière compromission sonnera à tout jamais le glas de la prétention des réformistes à pouvoir libérer le monde du travail. Si toutefois ils l'eurent jamais, dirons-nous.

La naissance de la 3^{ème} Internationale sanctionnera définitivement la séparation entre réformistes et révolutionnaires (au congrès de Tours en 1920), les deux frères ennemis du mouvement ouvrier, suite à la prise du pouvoir par les Soviétiques en octobre 1917.

Gangrénée par le stalinisme, ce Komintern ne survivra pas à Lénine. Et cédera la place à une officine qui n'avait plus d'Internationale que le nom ! Surnommée péjorativement par les anti-communistes de tout poil « d'œil de Moscou » ! Elle faillira, elle aussi, lorsque les dirigeants du KPD allemand (Kommunistische Partei Deutschlands) fuiront devant l'arrivée d'Hitler au pouvoir.

Du Mexique, Léon Trotsky s'attachera à la construction d'une Quatrième Internationale, jusqu'à son assassinat par Staline en 1940. Laquelle 4^{ème} est conséquemment toujours à naître. Or : la vérité, si vérité il y a en ce domaine, est de ce côté, quoi qu'en écrivent et pensent les journalistes du Courrier International. Qui paraissent autant mépriser ce qui s'est passé avant eux, que leur première chemise. En politique, ça ne pardonne pas, c'est l'échec assuré ! Et ce sera tout pour la grande histoire, la vraie. Passons maintenant aux petits côtés des choses. À ceux que l'histoire ne retient pas.

² • **Naissance du mot** : Dans le vocabulaire politique, le terme « social-démocratie » est apparu pour la première fois en France peu après la révolution de 1848. Face au parti de l'Ordre, les députés républicains démocrates et les socialistes conclurent une alliance. Cette union débouche en février 1849 sur la création du parti « démocrate socialiste », ou « social-démocrate ». Karl Marx note alors que « le parti des travailleurs et le parti de la petite-bourgeoisie forment le parti social-démocrate ». En 1869, en Saxe, Wilhelm Liebknecht et August Bebel organisent un parti antiprusien d'inspiration marxiste : le Parti des travailleurs sociaux-démocrates que l'on renomme rapidement Parti social-démocrate. Bien que lui préférant le terme « communiste », Marx et Engels apportent leur soutien au nouveau parti, en particulier après la réunification des socialistes allemands sur des bases marxistes, en 1875. E.U.

³ 14-21 juillet 1889 : Naissance de la 2^{ème} Internationale à Paris. Le congrès rassemble presque toutes les organisations ouvrières (syndicats et partis). Manquent cependant les trade-unions britanniques et l'American Federation of Labor. Le 1^{er} mai est déclaré journée internationale du travail. En marge du congrès ouvrier, un Secrétariat typographique international voit le jour, premier d'une série de secrétariats professionnels internationaux (mineurs en 1890, métallurgistes en 1893, transports en 1896, etc.).

⁴ Pays où, écrit Marx, les luttes de classes allèrent le plus loin !

¹ Rosa Luxemburg, **Introduction à l'économie politique**, Anthropos, Paris 1970, p : 66, 67, 68.

Malgré toute la vigueur de leurs critiques et la magie de leurs idéaux, ces théories socialistes sont restées pratiquement sans influence sur le mouvement et les luttes réels de l'histoire ? Babeuf et sa petite troupe d'amis pétrissent dans la tourmente contre-révolutionnaire, comme un frêle esquif, sans laisser d'abord d'autre trace qu'une brève ligne lumineuse dans les pages de l'histoire révolutionnaire. Saint-Simon et Fourier n'ont abouti qu'à regrouper des sectes de partisans enthousiastes et doués qui se sont ensuite dispersés ou ont pris d'autres directions, après avoir répandu les germes riches et féconds d'idées, de critiques et d'essais sociaux. C'est encore Owen qui a eu le plus d'influence sur le prolétariat, mais cette influence se perd sans laisser de trace, après avoir enthousiasmé une petite élite d'ouvriers anglais dans les années 1830 et 40.

Une nouvelle génération de dirigeants socialistes est apparue dans les années 1840 : Weitling en Allemagne, Proudhon, Louis Blanc, Blanqui en France. La classe ouvrière avait déjà, de son côté, entrepris la lutte contre la domination du capital, les révoltes élémentaires des canuts lyonnais en France, du mouvement chartiste en Angleterre avaient donné le signal de la lutte de classe. Il n'y avait cependant aucun lien direct entre ces mouvements élémentaires des exploités et les diverses théories socialistes. Les prolétaires en révolution n'avaient aucun but socialiste en vue, les théoriciens socialistes ne cherchaient pas à faire appuyer leurs idées par une lutte politique de la classe ouvrière. Leur socialisme devait se réaliser grâce à certaines institutions astucieuses, telles la banque populaire de Proudhon pour un juste échange des marchandises ou les associations de producteurs de Louis Blanc. Le seul socialiste qui comptait sur la lutte politique comme moyen de réaliser la révolution sociale, c'était Auguste Blanqui : il était le seul véritable défenseur du prolétariat et de ses intérêts révolutionnaires de classe en cette période. Toutefois, son socialisme n'était au fond qu'un projet de république sociale réalisable à tout moment par la volonté résolue d'une minorité révolutionnaire.

L'année 1848 allait voir le point culminant et en même temps la crise de l'ancien socialisme dans toutes ses variantes. Le prolétariat parisien, influencé par la tradition des luttes révolutionnaires antérieures, remué par divers systèmes socialistes, était passionnément attaché à des idées confuses de justice sociale. Dès le renversement du roi-bourgeois Louis-Philippe, les ouvriers parisiens utilisèrent leur position de force pour exiger cette fois de la bourgeoisie effrayée la réalisation de la «république sociale» et d'une nouvelle «organisation du travail». Pour appliquer ce programme le prolétariat accorda au gouvernement provisoire le célèbre délai de trois mois, pendant lesquels les ouvriers avaient faim et attendaient tandis que la bourgeoisie s'armait en secret et préparait leur écrasement. Le délai pris fin avec les mémorables batailles de juin où l'idéal d'une «république sociale à tout moment réalisable» fut noyé dans le sang du prolétariat parisien.

La révolution de 1848 n'amena pas le règne de l'égalité sociale, mais la domination politique de la bourgeoisie et un essor sans précédent de l'exploitation capitaliste sous le Second empire. Au moment même où le socialisme des anciennes écoles semblait pour toujours enterré sous les barricades de l'insurrection de juin, Marx Engels fondaient l'idée socialiste sur une assise entièrement nouvelle. Ils ne cherchaient les points d'appui du socialisme ni dans la condamnation morale de l'ordre social existant, ni dans la découverte de projets aussi ingénieux et séduisants que possible pour introduire en contrebande l'égalité sociale dans le régime actuel. Ils se tournèrent vers l'étude des relations économiques dans la société contemporaine. C'est là, dans les lois de l'anarchie capitaliste, que Marx découvrit le véritable levier des aspirations socialistes⁵

Discours de Lénine à Petrograd : Lénine (1870-1924) harangue la foule à Petrograd durant la révolution russe. Trotski (1879-1940) se tient debout à la droite de l'estrade.



Ce serait, je pense, faire injure aux membres du PS actuel, que de leur demander de considérer, tout ce qui précède, comme pouvant faire partie de leur héritage. Sans compter que, de par sa composition sociale actuelle de même que de par son manque de véritable programme, le Parti socialiste n'est plus qu'un parti bourgeois comme les autres. A la seule différence, pour la gauche, qu'elle doit sans cesse fournir des gages et des preuves à la bourgeoisie de son insensibilité à sa base électorale. Contrairement à la droite qui, elle, se sent chez elle, lorsqu'elle est aux affaires, ainsi qu'on le dit. Lesquels partis ne sont rien d'autre que des officines à investir des candidats, à quelques élections que ce soient. Car dans toute élection c'est, je le répète, l'investiture qui constitue le premier obstacle de taille. «La gauche ne défend même pas ses réformes» écrivent naïvement les journalistes en question. Et pour cause, ai-je envie de dire. Car c'est en pratiquant un **double langage** que la gauche arrive à berner son électorat puis, par-dessus son épaule, à s'adresser au patronat, qui lui ne s'y trompe pas. Exemple : les 35h. Qui, tout en donnant le sentiment aux ouvriers qu'elles leur étaient favorables, cette réforme ne visait, paradoxalement, qu'à satisfaire le patronat. Qui gégnit, afin de donner le change. Divisé qu'il est lui-même sur la question, n'étant pas économiquement ni socialement homogène. Qu'à cela ne tienne, car c'était avant tout le grand patronat qu'il fallait satisfaire. Lequel en a profité pour mettre un terme définitif au paiement majoré des heures supplémentaires, tout en récupérant tous les temps morts. Un gain énorme de productivité en somme. Ça, tout le monde le sait aujourd'hui. Donc, le PS ne la ramène pas.

En somme, tant qu'elle est dans l'opposition, «la gauche» peut dire et faire ce qu'elle veut. Mais, une fois en place il faut qu'elle justifie la confiance toute relative qu'*«on»* (en face) pourrait lui faire. Ce, d'autant plus que la bourgeoisie n'est pas prête à confier ses affaires à des politiciens qui céderaient par trop facilement à toutes les pressions venant de la rue. C'est ainsi que la gauche a toujours en la réputation de creuser le déficit budgétaire.

Tandis que la droite, en confiance, s'en donne à cœur-joie. Pour se pénétrer de cette idée, il suffit de lire : **Phinéas Finn** d'Anthony Trollope, paru chez Albin Michel. Une chronique amusée de la vie londonienne au cours du XIX^{ème} siècle. Où l'ambition des politiciens de tous poils est d'arriver «au cabinet», l'équivalent de notre gouvernement. Une fois en place, il s'agit d'en profiter un max et le plus rapidement possible, car tout le monde sait que cela ne dure pas ! Du **népotisme** en somme. Ça, ça nous parle. Tout le monde à en mémoire les avancements des fils de Mitterrand et Sarkozy. M'enfin !

À propos de parlementarisme, puisque c'est de cela dont il s'agit, il n'y a guère que dans les pays impérialistes que la bourgeoisie puisse s'offrir le luxe d'avoir une majorité et une opposition sur un pied d'égalité, ou presque. En effet, tout le monde se souvient encore des voyages officiels de Georges Marchais en Chine ou ailleurs, pour ne citer que lui, à l'instar des ministres d'un gouvernement bourgeois. En revanche, l'opposition est souvent en exil, dans les pays pauvres. Là où il n'y a que des parlements croupions. On le voit avec la Tunisie et l'Égypte en ce moment. Voilà pour le côté cour. Passons maintenant côté jardin.

Les destins politiques des Verts, à savoir : de José Bové, Cohn-Bendit, Eva Joly voire de Nicolas Hulot⁶, auxquels on peut ajouter celui de Mélenchon etc. (exception faite de Besancenot à qui on ne pardonne pas ses origines trotskystes), tous transfuges du PS, méritent-ils véritablement qu'on s'y attarde ? Poser la question, c'est y répondre, n'est-ce pas ?

Traditionnellement, enfin, la France est un pays plutôt à droite. Une survivance du clientélisme de la 3^{ème} république. En somme, une république clochemerlienne de petites PME, auxquels s'ajoutent les propos de bar, l'influence des commissariats de proximité, ainsi que celles des curés (bien que cette engeance soit en voie de disparition). Sans oublier les résidus de notre passé colonial, «le plus grand empire», nous disait notre instituteur de gauche. Un cocktail bien réactionnaire, en somme ! Or, sans la stigmatisation de l'extrême-droite (du FN en particulier), la gauche ne serait pas revenue aux affaires en 1981. Juste le temps qu'il fallut pour bloquer les salaires, en échange d'une heure de réduction (qui ne coûte rien à la bourgeoisie, contrairement aux augmentations de salaire) de la semaine de travail, déjà. Le tout, sans levée de bouclier de la part des syndicats, n'est-ce pas ? En conclusion, c'est au début du 20^{ème} siècle qu'on prit pour habitude de désigner les représentants des classes laborieuses en fonction de la place qu'ils occupent au sein du palais Bourbon⁷. D'où cette appellation de «gauche», à l'instar de «la montagne» au sein de l'assemblée législative. Pas de quoi fouetter un chat, ni un journaliste !

⁵ Ces candidats potentiels, seulement médiatisés parfois, à l'instar de celle de Coluche, en moins comique.

⁶ Un «antre de brigands», disait Lénine.